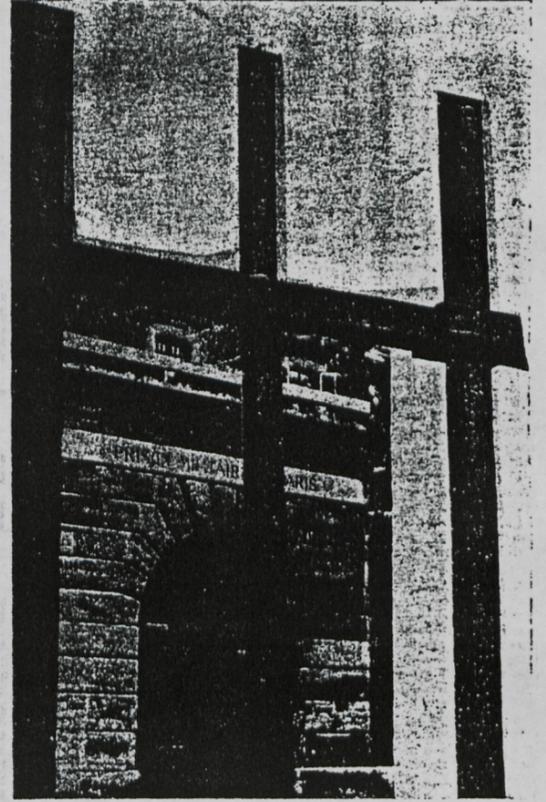


ROB Bochum
Inst. z. Gesch.
d. Arbeiterbew.

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLOHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Tandis que la "justice" emplit les prisons.

L'AMNISTIE abandonnée par le Front populaire



Le Cherche-Midi

DEPUIS de nombreuses années une campagne est menée avec plus ou moins de vigueur pour la suppression des bagnes... Le Gouvernement de Front populaire a décidé la suppression de l'un d'eux : Cayenne, les convois des condamnés et des relegués sont arrêtés à La Rochelle, les condamnés sont dispersés dans les différentes prisons centrales. La Marinière, enfer-flottant, ne voguera plus vers Cayenne avec sa cargaison d'hommes en cage.

Mais les condamnés à la relégue et au bague le sont bien, ils sont transportés dans des bagnes plus « humanitaires ». Les événements d'Eysses ont révélé au large public le régime qui y subissent les adolescents, ce qui s'est passé à Eysses, c'est ce qui se passe dans toutes les maisons centrales de soi-disant correction et dans les prisons où s'entassent actuellement des milliers d'ouvriers, de paysans, de soldats et un nombre infime de bourgeois ou fils de bourgeois.

La bourgeoisie à la recherche du gain ne peut se supposer sans le carcan répressif destiné à punir toute atteinte à sa « propriété », le système de répression a essentiellement un caractère de classe, à toutes les phases de sa répression, la bourgeoisie l'applique avec plus de rigueur à l'exploité qu'à l'exploiteur.

La honte des bagnes d'enfants, c'est la honte de la répression capitaliste à tous ses degrés.



Dans le bague, dans la prison, le pauvre continue à être le pauvre.

Au moment même de l'inculpation, le pauvre est dans les conditions les plus fâcheuses, possède-t-il un « domicile fixe », sinon la prison lui échoit, le pauvre ne peut préparer sa défense, l'avocat d'office lui est imposé... le trafic d'influence du « grand avocat », les appuis qui se monnaient, pour tout cela le pauvre est le pauvre.

Plus de cravate, plus de lacets, plus de bretelles au détenu, mais dès l'arrivée à la prison, le pauvre reste le pauvre, l'arrivée du riche est « recommandée », un poste bien souvent lui est alloué, tel Oustric, bibliothécaire à la Santé... le choix de la cellule dépend aussi de la classe...

Les interminables séjours dans le légendaire panier à salade aux cellules d'acier, glaciales en hiver, étouffantes aux premiers soleils, c'est pour le pauvre et moyen prisonniers; le riche, lui, peut se payer les anges gardiens et le taxi.

Pour la nourriture du prisonnier, la démarcation des classes est plus sensible encore, l'ordinaire insuffisant et médiocre, c'est pour le pauvre, le riche a droit à la cantine comprenant les bons vins, les fins cigares; le linge de corps à soi, ce n'est pas pour le pauvre.

Le « rupin » est considéré, gardiens, médecin, dentiste, coiffeur en tiennent compte, le pauvre, lui, est l'objet des brimades des traitements omnibus à la pommade dont seule la couleur diffère. Le dentiste, le coiffeur, il n'en est pas question, il faut « payer ».

Le système capitaliste est la machine à broyer ceux qui lui portent atteinte, jeunes, adultes, femmes; son appareil répressif est là pour faire respecter ses rapines et ses mœurs.

La Commune commence aujourd'hui son enquête sur les prisons et les bagnes capitalistes, elle les dénonce pour les faire haïr et abattre, pour dresser les ouvriers, les paysans et les soldats afin de les faire largement ouvrir en arrachant l'amnistie.

La semaine prochaine : Comment « ils » condamnent.

AMNISTIE!

Une "pause" laborieuse Il faut créer les soviets, les milices et s'armer

Les dirigeants socialistes et communistes cherchent à endiguer le flux ouvrier par "l'Unité". Pour briser leur barrage, les révolutionnaires, avec le P.C.I., travailleront à créer le parti de la révolution, la IV^e Internationale.



DISCIPLINE, telle est la consigne lancée de tous côtés aux travailleurs. Blum, Thorez, Jouhaux, invoquent la discipline tout aussi bien que les radicaux et les bourgeois de droite. Faites la pause, disent-ils aux travailleurs, pour digérer les avantages acquis. Mais les travailleurs s'aperçoivent qu'en fait de digestion, la bourgeoisie ne songe qu'à poursuivre la reprise systématique de ce qu'elle a lâché par crainte. Et les travailleurs s'aperçoivent aussi qu'il leur a suffi de repasser à l'action directe, par la grève générale du 18 mars dans la région parisienne, pour que le gouvernement et le patronat se montrent plus accommodants.

Entre une bourgeoisie qui veut reprendre les positions perdues et une classe ouvrière qui, chaque jour, a davantage conscience de sa force, la « pause » s'avère laborieuse. Et les pompiers qui dirigent le Front populaire ne savent comment parvenir à étouffer le feu.

Chaque jour naissent de nouveaux incidents. Les syndicats condamnent les expulsions des fascistes des usines, mais les ouvriers passent outre. Les syndicats se prononcent contre les occupations d'usines, les ouvriers de Latécoère à Toulouse passent outre.

Conflits également à l'Exposition pour ces drapeaux tricolores comportant les insignes des partis du Front populaire. La réaction exige qu'ils soient enlevés, les prétendus défenseurs des ouvriers s'inclinent, préchent le calme aux ouvriers du bâtiment que viennent provoquer les fascistes.

Internationalement, la situation reste plus que tendue, malgré tous les efforts des chancelleries pour trouver des solutions provisoires qui crévent les unes après les autres.

Où va-t-on ? se demande Jouhaux qui parle de « l'impulsivité des masses ».

Pour tenter d'apaiser plus certainement le bouillonnement des masses travailleuses, les dirigeants du parti socialiste et du parti communiste ont remis en avant la question de « l'Unité ». L'Unité se fera-t-elle ? Il est à observer que, dans son discours à Huyghens, Blum n'a pas même abordé le sujet. L'Unité, ils ne la désirent pas plus maintenant qu'autrefois. Les bonzes socialistes craignent d'être dévorés par les staliniens comme dans la C.G.T. les ex-confédérés se trouvent peu à peu évincés par les ex-unitaires. Mais ils craignent encore plus le mouvement des masses; et ils acceptent plutôt d'être réduits à la portion congrue dans un parti unique que d'être balayés par la révolution prolétarienne.

Pour obtenir l'Unité, les S. F. I. O. commencent à exclure de leurs rangs ceux qui n'acceptent pas de capituler devant la défense nationale, devant l'union sacrée, ceux qui osent parler des assassinats de Clichy. Un Pivert ne trouve grâce qu'en s'effondrant sur toute la ligne. Et encore, n'est-il pas sûr que les Paul Faure le gardent à titre de monnaie d'échange pour obtenir quelques concessions des staliniens.

Le III^e congrès du Parti Communiste Internationaliste se prépare

Le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste a décidé de proposer à l'ensemble des groupes du Parti la tenue de notre troisième Congrès, la première semaine de juillet.

L'ordre du jour proposé aux groupes est le suivant :

- Rapport d'activité nationale et internationale ;
 - Rapport financier ;
 - Situation politique et tâches ;
 - Question russe ;
 - Modification aux statuts ;
 - Le Journal du Parti.
- La « Commune » sera la tribune de préparation de notre Congrès. Nous demandons à tous nos lecteurs de suivre cette préparation.
- Le Congrès du P. C. I. sera une étape importante pour la construction du Parti révolutionnaire en France.

Aux colonies françaises strictement rien de changé !

On ne parle pas beaucoup des colonies dans les meetings, réunions, congrès des partis ou organisations adhérentes au Front populaire. Et pour cause. Il faudrait sans cela parler des bagarres de Pons-Condor (Indochine) non amnisties ; il faudrait parler des assassinats de travailleurs tunisiens à Metlaoui ou M'Dia (23 morts et 35 blessés) ; il faudrait expliquer pourquoi l'Étoile Nord-Africaine a été dissoute et son journal perquisitionné (il y a huit jours). Il y a une consigne, un mot d'ordre concernant l'exploitation capitaliste et la répression aux colonies : la consigne du silence ! M. le député Thorez répondait récemment à un membre de son parti qui faisait part de son anxiété concernant la politique du Front populaire aux colonies : « Notre mot d'ordre sur ce point, c'est de ne point parler des colonies ». On s'en était déjà aperçu lors de la discussion



du budget en fin 1936. La courte intervention stalinienne sur le budget des colonies avait écarté le problème colonial sous quelques pémissances de façade. Même attitude de la part de la commission coloniale du parti socialiste dont les vœux pieux « contre l'emploi de la violence » sont traités comme il convient par la fine fleur de nos gangsters coloniaux à la Brévil, à la Guillou, à la Nogues. Quant au parti radical, chacun sait que sa politique coloniale immuable a été tracée depuis longtemps par ses Doumer et ses Barthelet avec le sang de centaines de milliers d'opprimés coloniaux.

(Voir la suite en deuxième page.)

Le C.C.N. de la C.G.T. La peur des luttes ouvrières chez les dirigeants de la C.G.T.

Les dirigeants des Fédérations et des Unions départementales viennent de se réunir en Comité confédéral. On peut dire que ce qui a caractérisé les débats des dirigeants de la plus forte organisation en France, de ceux qui sont à la tête de l'écrasante majorité des travailleurs de ce pays, c'est la peur des masses, la peur des mouvements ouvriers, la peur de ce qui se perçoit, se développe et grandit au sein des masses qui ont tiré sur les années d'obscurité et qui cherchent à transformer leur sort.

SILENCE SUR CLICHY ET SUR LA GREVE GENERALE DU 18 MARS

Les débats du C.C.N. ont été, comme il en est ainsi le plus souvent, occupés surtout par les interventions de Jouhaux. Il faut remarquer tout d'abord que rien n'a été dit des discussions qui surgirent aux sommets de la C.G.T. lors des Justices de Clichy et à propos de la grève générale du 18 mars, des travailleurs de la région parisienne. Puisque tout s'est bien terminé pour l'instant, ces messieurs n'ont plus eu qu'un souci : éviter d'avoir des difficultés de cet ordre pour l'avenir.

La crise politique en U.R.S.S.

Staline fait appel à l'Impérialisme français

L'action des travailleurs de France pourra sauver les révolutionnaires soviétiques traqués, et permettra aux travailleurs d'U.R.S.S. de transformer la crise à leur avantage.

ON POUVAIT observer que depuis assez longtemps ne paraissait plus de « Lettre d'U. R. S. S. » dans le Temps ; pourtant, le correspondant de ce journal était dans les meilleurs termes avec le gouvernement soviétique — comme cela avait pu être à maintes reprises remarqué. Ce silence vient d'être rompu, et le contenu de la lettre parue dans le numéro du 15 avril fait comprendre bien des choses.

M. Pierre Berland commence par reconnaître qu'il existe « une malaise politique si sensible actuellement en U. R. S. S. » dont il attribue l'origine au dernier « procès des trotskystes ». Car, déclare-t-il, ce procès a ébranlé la confiance à l'égard de gens haut placés dans les administrations.

Ensuite, le correspondant du Temps donne la dernière et explication de ces dirigeants du Kremlin sur les procès à l'usage des âmes inquiètes sur la valeur du procès. Écoutez le passage : la thèse officielle s'est maladroïtement affaiblie en s'entourant artificiellement d'éléments fantaisistes ou contestables, elle contenait pourtant une part substantielle de vérité que les nécessités d'une propagande mal éclairée ont systématiquement écartée et alourdi jusqu'à la rendre difficilement acceptable à beaucoup de bons esprits. Elle est la dernière explication que nous ne manquons pas de trouver bientôt sous la plume d'un quelconque Ribard ou Pritt.

Nous passons sur les exemples d'outrecuidance dénoncés à l'heure présente dans la presse soviétique ; le seul qu'on ne signale pas, c'est celui de Staline, « soleil des peuples ». Et pour cause... Après avoir parlé de la triste fin de Yagoda, le correspondant du Temps conclut ainsi sa lettre : « Depuis l'arrestation de Yagoda, Staline n'a jamais été aussi vraiment populaire. »

L'article n'est pas trop mal bâti. On dit aux bourgeois français : il y a un malaise en U. R. S. S. ; on signale que « les temps héroïques sont bien passés » et l'on conclut : La force en U. R. S. S. est Staline qui la détient dans cette crise.

Un point sur lequel l'action doit s'amplifier, c'est la lutte contre la répression des wagoda du jour. Dénonçons ce que le correspondant du Temps appelle les « éléments fantaisistes ou contestables » qui sont la base même de ces procès. Dénonçons cette répression sauvage qui n'hésite pas à trapper des hommes comme Serge Sedoff, qui n'a jamais fait de politique, et dont le seul crime est d'être le fils de Trotski. Par notre action, contribuons à faire que le malaise politique si sensible actuellement en U. R. S. S. soit résolu au profit du prolétariat.

Nous ne voulons pas rechercher si le Temps ne publiait pas jadis des lettres du même goût, sur la popularité du Tsar. Ce qui inquiète chaque jour un plus grand nombre de travailleurs, c'est la question : « Que se passe-t-il en U. R. S. S. ? Où cela va-t-il aboutir ? Qui ne voit pas l'engrenage ; les premiers accusés ont été exécutés parce que terroristes ; ceux qui alors criaient à la mort sont montés dans la charrette parce que agents d'Hitler et du Mikado ; ceux qui ont préparé le détail

La répression continue de sévir contre notre organisation et nos militants

Pas un semaine ne passe sans que la répression sévise contre nous. Dans tous les coins de France, nos militants sont tracassés et perquisitionnés par la police.

Notre camarade Troceno vient d'être incupé pour le numéro spécial de « La Commune » sur les événements de Clichy pour provocations de militaires à la désobéissance. Nos camarades sont poursuivis pour « Le Soviet des P.T.T. ».

La bourgeoisie se prépare à des opérations policières de plus grande envergure. La police veut-elle, avec l'aide de la Guepéu, monter quelque faux au sujet de la Gestapo ? Nous n'en serions pas surpris étant donné l'intérêt qu'a manifesté le commissaire Badin pour la comptabilité de « La Commune ». Quant à nous, toutes ces machinations, nous les dénonçons par avance. Nos comptes sont entre les mains des flics.

Publiez donc notre budget !

On n'y trouve que les sacrifices de militants ouvriers que la répression bourgeoise n'arrêtera pas. Contre cette répression qui augmente nos difficultés matérielles, nous adressons le plus pressant appel à tous nos lecteurs et sympathisants.

Pour chaque numéro saisi, chaque tract confisqué, il nous faut répondre par des tracts, des affiches. Il nous faut pénétrer davantage dans la classe ouvrière. C'est de chacun de vous, camarade, que cela dépend. Abonnez-vous, souscrivez, trouvez des abonnements et des souscriptions à « La Commune ».

La répression n'abat pas les révolutionnaires, elle les stimule ! Souscrivez au compte postal : Brausch 1778-07, Paris, 66, faub. Saint-Martin.

d'une semaine à l'autre

Rien que les trois couleurs !

EMOI dans Landerneau ! Là où sera la porte monumentale de l'Exposition flottent deux drapeaux, tricolores comme il se doit, dont la présence en ce quartier bourgeois apaisera les esprits inquiets si chacune des trois couleurs ne comportait un attribut symbolisant chacun des trois partis du Front Populaire : les trois flèches, le bonnet phrygien, la faucille-marteau !

Ce fait, bien mince en soi, a provoqué un remous caractéristique de l'état de nervosité où se trouvent les milieux dirigeants... et la C.G.T. est intervenue près des ouvriers pour en obtenir le retrait des emblèmes. Le

Après l'élection de Van Zeeland

La victoire de Van Zeeland ne faisait aucun doute. Le Rex est en recul par rapport aux élections précédentes — 69.000 contre 85.000. Naturellement, pour stalinistes et socialistes, c'est un signe certain de l'échec définitif du fascisme en Belgique. L'Humanité rivalise de chants de victoire avec le Popu et l'Œuvre.

Cependant, depuis 20 ans, en Allemagne, en Autriche, etc., la politique du « moindre mal » a fait ses preuves. A une époque où le capitalisme en déclin cherche à stabiliser sa domination en faisant appel aux tristes fascistes, les partis de la deuxième Internationale leur ont opposés les représentants les plus pousés de la démocratie bourgeoise qui s'effondraient à mesure que les contradictions du régime capitaliste s'exacerbaient.

Le résultat, les ouvriers le connaissent !... Un fait nouveau depuis l'avènement de Hitler s'est produit. Les partis qui ont, il y a quelques années, dénoncé la trahison social-patriote, se valent à leur tour dans la même politique de capitulation. Cependant, il ne faut pas passer sous silence les erreurs de la troisième Internationale lorsqu'elle combattait les positions sur lesquelles elle est venue depuis. Une attitude au moment d'une élection se situe dans toute une politique donnée. Les stalinistes allemands n'ont pas voulu, tout en combattant la social-démocratie tout-pour Hindenburg, réaliser le front unique dans la lutte quotidienne contre le régime.

Les trompettes de victoire embouchées par Cachin et Compagnie ne nous changent pas beaucoup des « prophéties » de Blum, quatre mois avant l'avènement de Hitler au pouvoir. La menace fasciste n'a pas disparu pour le prolétariat belge par suite de l'échec de Degrelle. Momentanément, par suite d'une certaine reprise économique, et le prolétariat belge étant contenu par ses organisations traditionnelles, la bourgeoisie belge n'éprouve pas le besoin de pousser en avant ses bandes fascistes. La fausse manœuvre de Degrelle, en ce qui concerne sa personne et son organisation, peut tout au plus inciter le capitalisme belge à chercher un « Fuehrer » plus capable politiquement pour l'avenir ; elle ne peut faire abandonner à la bourgeoisie tout recours à des solutions fascistes.

Van Zeeland profitera de sa victoire acquise grâce au concours de la classe ouvrière, trompée par les bonzes social-patriotes et stalinistes, pour consolider le pouvoir de la bourgeoisie.

Le Temps ne s'y trompe pas, en déclarant que ce serait commettre... « une erreur en interprétant le résultat de cette élection comme marquant une tendance dite de « Front Populaire » et un glissement vers l'idéologie révolutionnaire. Il n'y a rien de tel et ce serait amoindrir moralement le succès de M. Van Zeeland que de lui donner une telle interprétation. La vérité est plus claire et plus simple. La personnalité même du premier ministre de Belgique suffit à écarter toute conception de ce genre. Même en faisant abstraction des voix communistes qui se sont affirmées en faveur du candidat national par simple tactique électorale, parce qu'il s'agissait de briser la route au régime, la majorité assurée au chef du gouvernement par les trois grands partis traditionnels, catholique, libéral et socialiste, reste écrasante, et dans cette majorité de caractère national, ce sont les éléments bourgeois catholiques et libéraux qui l'emportent de loin. On n'ignore pas, au surplus, que M. Van Zeeland, en plein accord avec le bloc gouvernemental tripartite, envisage une réforme de l'Etat, ayant pour but de raffermir l'autorité de celui-ci, réforme à accomplir dans le cadre de la Constitution et du régime parlementaire et démocratique en vigueur. Ce qui a triomphé hier à Bruxelles, c'est la formule : « Ni Rex, ni Moscou, mais la Belgique ».

Tout commentaire serait superflu. La grande bourgeoisie française se réjouit de voir le capitalisme belge raffermi et la Belgique maintenue dans le bloc des impérialismes dits « démocratiques », en vue de la prochaine guerre. Mais le prolétariat belge n'a pas dit son dernier mot. Malgré la lourde erreur du Parti Socialiste Révolutionnaire, dont la majorité s'est ralliée en l'occurrence à la politique du « moindre mal », les travailleurs de ce pays, en liaison avec leurs frères du monde entier, et en premier lieu avec les prolétaires de France, engageront des combats autrement décisifs contre l'impérialisme. Ils brandiront le drapeau de la Révolution, trahi par les bureaucrates stalinistes et réformistes ; ils lutteront sur le programme de la quatrième Internationale qui, en Belgique aussi, en dépit des erreurs de certains de ses défenseurs triomphera.

l'admirateur de Thores-Duclos. Le drapeau tricolore est le symbole de l'union sacrée bourgeoise.

Football patriotique

A peine défilés de cette alerte, une nouvelle « tuile » choit sur nos crânes. L'équipe italienne de football devait rencontrer l'équipe française au Parc des Princes. Mais le Gouvernement de Rome refuse les passe-ports à ses joueurs.

Et chacun d'épiloguer à sa façon. Le Duce agit sagement, disent les uns, car il veut éviter les manifestations d'hostilité que les exaltés ne manqueraient pas de provoquer. Le Duce agit sagement, disent les autres, car il évite de donner à ses sportifs le spectacle d'une France républicaine prospère, où les trains arrivent à l'heure.

La solidarité révolutionnaire internationale n'a rien à voir là-dedans.

Le duo de Westminster en correctionnelle

Le tribunal correctionnel d'Avallon vient de condamner le duo de Westminster à 100 fr. d'amende et 1 fr. de dommages-intérêts.

Dans une propriété de la région d'Avallon, les invités du duo avaient fait des déprédations en poursuivant à cheval, du gibier...

Il est vrai que le plaignant est non seulement propriétaire foncier, mais avocat par surcroît. M'est avis que s'il se fut agit d'un métayer solonnot, celui-ci aurait pu attendre longtemps le bon vouloir de la justice française.

ETAT ET RÉVOLUTION

L'Etat et le prolétariat dans la Révolution espagnole

(Suite du No 52, extrait du Soviet)

Cela ne date pas d'aujourd'hui... Les partis qui pratiquent la politique de collaboration ou de la simple participation accidentelle à des gouvernements déterminés, non seulement présentent cette politique comme une politique nécessaire, particulière, la seule juste dans la situation exceptionnelle, tragique, difficile, etc., mais, en fin de compte, la font passer pour une conquête révolutionnaire de la classe ouvrière. La politique de la collaboration de classes est devenue un art difficile... Elle se pratique sous diverses formes : soutien, présence, participation directe, vote favorable, loyaauté, etc... Mais elle a toujours dans une forme « moderne » : le Front Populaire, sa plus haute expression politique de trahison de la révolution prolétarienne.

Par ci par là s'élevait, contre ourant, du sein du prolétariat, des petits groupes de révolutionnaires, mais ce sont des voix faibles, qui sont étouffées sous la clameur des



Le prolétariat triompha au prix de sacrifices énormes et d'une abnégation illimitée au cours de la guerre civile.

Les problèmes de la construction de la IV^e Internationale

Le Temps a réservé plus d'une page au mouvement d'extrême gauche dont une part importante aux bolcheviks-léninistes, au Parti Communiste Internationaliste et au Parti Ouvrier Internationaliste.

Nous voulons revenir sur l'une des accusations que le rédacteur du Temps a recueillies de la bouche d'un dirigeant du P.O.I.

Ce camarade nous accuse de « pression financière » ; c'est en termes polis ce qu'ils vont chaque semaine répéter de bouche à oreille : Aventurisme, etc... Nous n'avons pas besoin de citer ici sur ce point les propos, chacun les connaît.

Ces propos sont du domaine habituel de la polémique faite par nos camarades sous le signe d'une formule qu'ils aiment à citer : « Tous les moyens sont bons ! »

« Tous les moyens sont bons », certes, contre l'ennemi de classe. Cette formule a servi bien souvent d'excuse dans le Parti communiste pour ébrécher les pures malhonnêtetés, les pires calomnies, les pires moyens dans le but de liquider une tendance ou une autre tendance.

Ce qui, dans nos rapports avec le P.O.I. est caractéristique, c'est que sous la formule de « tous les moyens sont bons », on a tenté de discréditer nos militants n'hésitant pas à les accuser dans des textes publics « d'affaires louches » ; (Il ressortirait qu'à l'égard de la bourgeoisie, tous les moyens ne seraient pas bons !) afin de susciter à notre égard une suspicion.

Ce côté de la lutte contre bolcheviks-

léninistes est un côté nauséabond ; on tente de ramener les divergences existant à une question de personnes et dans le but de liquider les uns comme corrupteurs, on transforme tous les autres qui pourtant sont également depuis des années dans le mouvement ouvrier en corruptus.

Ces problèmes financiers sont pourtant un des côtés les plus importants de la vie des organisations ouvrières, mais en les abordant, il faut chercher à le faire en dehors des préjugés nourris par la bourgeoisie.

Se servir, au moment où surgissent des divergences, de ces questions pour trancher ces divergences à son profit, c'est ce qu'on fait mille fois les stalinien ; ce n'est pas appliquer les méthodes de la démocratie prolétarienne qui consiste en une information juste, bilatérale, c'est utiliser des préjugés, employer les méthodes de la presse

NOTE

Nous laissons toujours au marbre des articles et des notes. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs et de nos correspondants.

D'autre part, l'article paru la semaine dernière sur l'U. R. S. S. contenait quelques grosses erreurs de traduction. Nous le republions en entier dans le prochain numéro.

A tous nos lecteurs de nous adresser des notes, des critiques, des suggestions ; c'est ainsi que la Commune sera de plus en plus l'organe des ouvriers et des paysans révolutionnaires.

et malgré son début de défensive, soit maintenant désarmée... et menacée, menacée sérieusement d'être étouffée dans le sang ? La cause principale de ce que la révolution se trouve maintenant en danger, et sous la menace de la contre-révolution, consistée dans le Front populaire et qui sera poussée jusqu'à ses dernières conséquences par le stalinisme et le réformisme, agents de la bourgeoisie, a été surtout toute la fautive interprétation de la part des partis révolutionnaires, sur le problème du pouvoir. Sur ce problème capital (celui de la lutte pour le pouvoir) le manque d'une direction révolutionnaire se révèle d'une façon sans équivoque. Et un parti (le P.O.U.M.) qui était suivi par l'avant-garde du prolétariat espagnol, qui aurait pu se former pour le transformer en une direction révolutionnaire, n'a fait que suivre la situation, sans réagir à temps... Le problème du pouvoir n'a pas été vu sur le terrain marxiste de la conquête du pouvoir par la lutte armée d'une seconde insurrection prolétarienne, mais à travers la participation, à celui qui pouvait obtenir le plus grand nombre de ministères, etc., dans un gouvernement de coalition avec les partis bourgeois et petits-bourgeois de l'Etat bourgeois. La participation « au changement de personnel » des gouvernements, central de la République et la Généralité de Catalogne, constituait le drame de la révolution espagnole. Pour le marxisme, c'est là une vérité fondamentale ; et ni « l'antifascisme », ni « la particularité du Front populaire espagnol » pourrions changer qu'un gouvernement, qu'il soit même totalement ouvrier, socialiste ou syndicaliste, etc., comme le demandent le P.O.U.M. et la C.N.T. ne peut avoir d'autre fonction que celle d'un comité d'affaires de la bourgeoisie, un comité exécutif qui gère les affaires du capitalisme, si avant, préventivement, on n'aura pas brisé la machine de l'Etat bourgeois en la remplaçant par l'ETAT OUVRIER.

bourgeoise à l'égard de l'opinion publique...

Ceux qui ont milité au début de la formation de la III^e Internationale savent qu'aucun des militants de la III^e ne pouvaient voyager dans une région, sans que les bons réformistes, Cachin et les autres, aient préparé le terrain sur ces questions financières, argent louche, etc.

Ceux qui ont milité au Parti communiste connaissent bien l'histoire de la Banque Ouvrière et Paysanne par laquelle la bourgeoisie a tenté de briser le travail révolutionnaire du Parti communiste.

Que la bourgeoisie se serve de ces moyens, c'est normal ; on les accepte et on les combat, mais quand des organisations qui se prétendent révolutionnaires basent tout leur système de lutte sur des choses semblables, on doit repousser cette méthodologie comme étant fatale à ceux qui l'emploient et ce qui est plus grave ; constitue un danger pour le regroupement des forces révolutionnaires.

Aux colonies françaises, strictement rien de changé

(Suite de la première page.)

L'arrivée au pouvoir bourgeois des partis du Front populaire devait inaugurer en Indochine une ère de la conciliation. Le paysan et l'ouvrier « indigène » fondaient quelques espoirs sur un changement d'équipe dans le personnel supérieur du gouvernement général. Robin Imogé, ça allait enfin changer avec la « nouvelle équipe » de Brévié. Ce dernier cependant, avec ses 30 ans d'administration en Afrique (et ça en dit long) n'avait cependant dû qu'inspirer la plus grande méfiance ; aujourd'hui, après 10 mois de fonctionnement du Front populaire, le noyau d'Indochine peut contempler à loisir non le désarroi de son exploitation, mais bien le renforcement de la dictature impérialiste française. Exemple : l'impôt personnel que « l'indigène » pouvait faire payer par versements successifs était réglé actuellement en un seul versement ; cela signifie qu'a été rétabli l'organisation de la chasse à l'homme. Et si un mouvement est amorcé contre un tel état de choses, il est aussitôt taxé de rébellion contre l'ordre français. Il suffit de la dénonciation d'un notable ou d'un provocateur pour que vous soyez suspecté, arrêté, frappé, torturé et condamné. Encore à l'heure actuelle, il est de pratique courante de soumettre le patient (qu'on veut faire avouer) à l'épreuve appelée « le retournement du génie » (1) ; ce supplice est si douloureux que le torturé perd connaissance. Les fonctionnaires fascistes du gouvernement de M. Brévié sachant que les pires abus de pouvoir resteraient impunis ont été jusqu'à faire condamner à 3 ans de prison et 3 ans de surveillance administrative un vieillard qui avait lu devant 3 personnes des passages d'un livre de N. Blum : « Pour être socialiste ! » Les « sujets » indochinois de l'impérialisme français viennent, dit-on, de se voir autoriser la rédaction d'un cahier de vœux. Il s'agit en réalité d'une soupage de sûreté que vient d'ouvrir le ministre Mustel lequel

« Dans la Russie d'aujourd'hui, le goût du confort et l'amour de l'argent se sont singulièrement répandus... » (Pierre Berland, Le Temps, 15 avril 1937.)

NOTES INTERNATIONALES

La "majorité" du S. A. P. glisse au stalinisme

Au moment où les militants de gauche du P.S. sont sur le point d'être mis à la porte de ce parti, au moment où ils en sont à trouver une voie hors de la II^e et de la III^e Internationales, il est très instructif d'établir un tableau succinct de ces groupements qui se sont situés entre la II^e et la III^e d'une part, et la IV^e Internationale d'autre part. Nous avons soigneusement critiqué l'attitude du P.O.U.M. qui a laissé échapper les situations les plus favorables dans la Révolution espagnole ; nous voudrions cette fois-ci examiner le cas de deux autres formations. Dans le « Bureau de Londres » qui rassemble internationalement ces groupements, on trouve d'une part le S.A.P., parti socialiste ouvrier, allemand, dont la direction se trouve dans l'émigration

et qui aspire au rôle de direction théorique de ce Bureau ; et, d'autre part, l'Independent Labour Party, l'ancien parti de Keir Hardie, puis de MacDonald, devenu une organisation de quelques milliers d'hommes aspirant de façon plutôt empirique à jouer un rôle révolutionnaire en Angleterre.

Le Congrès de l'I.L.P. s'est tenu, il y a peu de temps, et les résolutions adoptées sont caractérisées par leur allure chère et choue : une condamnation des méthodes de la justice soviétique et, en même temps, un appui à la politique stalinienne pour créer un Front populaire en Angleterre. L'I.L.P. continue à ne pas voir le lien intime entre la politique de collaboration de classes du Front populaire et les exécutions de Moscou. Le résultat est très simple : les stalinien poussent des hurlements à propos des résolutions concernant la justice du Kremlin, mais exploitent à fond les militants de l'I.L.P. pour faire pression sur les dirigeants du Labour Party ; on peut être sûr que le jour où ces derniers accèderont, sous la pression des masses, une politique de collaboration avec les stalinien, ils se trouveront d'accord les uns comme les autres pour jeter par dessus bord l'I.L.P. Car la politique, chez les stalinien plus que chez n'importe qui, se nourrit moins de gratitude que d'utilité.

Beaucoup plus intéressant est l'exemple du S.A.P. L'évolution de cette organisation a abouti à une scission. Formellement, le 8 février dernier, 29 membres en ont exclu 28 (dont 5 membres de la direction à l'étranger) : un exemple de plus de l'emprise des méthodes stalinistes dans le mouvement ouvrier.

Les divergences politiques sont d'un intérêt extrême. La « majorité » du S.A.P., qui est dirigée par Walcher, ancien oppositionaliste de droite dans l'Internationale communiste, ancien collaborateur de Brandler, s'orienté vers la III^e Internationale. Elle a participé avec les stalinien allemands à la création d'un « Front populaire » allemand. La « minorité » se refuse à une politique de collaboration ; nous procédons ultérieurement à une critique de cette « minorité » dont les positions sont loin d'être précises et où la marche vers la IV^e Internationale rencontre des obstacles qu'on n'entre pas que des considérations purement politiques.

Nous voulons ici montrer où va la majorité. Dans l'organe théorique du S.A.P., Marxistische Tribune (n° 7, mars 1937), nous trouvons un article : « La situation mondiale, l'U.R.S.S. et nos tâches », d'un citoyen, Boris Gilbert qui n'est pas inconnu de la Gauche révolutionnaire. On y trouve une analyse de la situation mondiale suivant laquelle nous assistons à une « montée constante, et seulement temporairement interrompue, des forces contre-révolutionnaires dans le monde ». Ceci fut publié à la veille des événements de Clichy et de la grève générale à Paris. Le sieur Gilbert considère la révolution espagnole comme perdue ; quant à la France, puisque l'on n'a pas pu exploiter révolutionnairement le Front populaire, alors tout est fichu aussi.

Mais quelle conclusion va-t-il tirer de cette appréciation ? Une petite phrase permet d'apercevoir le bout de forelle : « Le sort de la révolution est pour l'instant négativement résolu et il ne nous reste donc plus qu'à attendre ». C'est cette même appréciation, soit dit en passant, qui en 1924-1925 fut à l'origine de la création de la théorie du « socialisme dans un seul pays » par la bureaucratie soviétique.

Gilbert sait bien que dans les milieux d'avant-garde, les « arguments » stalinien ne suffisent pas ; on ne peut pas dire : cela est et tous ceux qui ne pensent pas ainsi sont des contre-révolutionnaires ; il faut tenter d'apporter une justification théorique. Aussi le citoyen Gilbert se livre-t-il à une gymnastique invraisemblable pour démontrer que le fossé entre les intérêts quotidiens de la construction socialiste dans l'U.R.S.S. isolée et les intérêts de la révolution mondiale commencent à se combler. Est-ce avec les cadavres de l'ancienne vieille garde bolchevique, citoyen Gilbert ?

Après une laborieuse « démonstration », le citoyen Gilbert arrive à des conclusions bien plus pratiques : le cercle se ferme, on est au seuil de la guerre... et il n'y a que deux fronts : « Hitler ou Staline ». Quand on arrive à cette conclusion, alors on se sent « théoriquement » la conscience tranquille et on peut parler de ceux qui font « le jeu d'Hitler » et autres amabilités.

La période révolutionnaire d'après guerre ne permet pas à l'Internationale 2 1/2 d'avoir une si bien longue. La période actuelle est encore plus dure pour les organisations qui sont à mi-chemin. Celles qui ne se prononcent pas franchement, nettement, celles qui ne luttent pas catégoriquement pour la IV^e Internationale sont irrémédiablement condamnées à être dévorées par le réformisme, le conservatisme social, sous sa forme la plus moderne : le stalinisme. Il n'y a pas de nuances : ou l'on pense que la situation offre des possibilités révolutionnaires immenses et il faut déployer hardiment le drapeau de la IV^e Internationale ; ou bien l'on capitule par avance devant le capitalisme, le socialisme n'est plus qu'un espoir nostalgique pour un avenir indéterminé, et il ne reste de certitude que sous la houlette de Staline, dans la chaleur de l'été. Les Gilbert et les Walcher de tous les pays ont choisi. Mais les ouvriers sont loin d'avoir dit leur dernier mot.

La Vie du Parti Communiste Internationaliste

COMME nos lecteurs ont pu le lire en première page, le C. C. du P. C. I. a soumis aux groupes de l'organisation la date et l'ordre du jour de son prochain Congrès ; toute la vie intérieure de l'organisation va être axée vers une sérieuse préparation de ce Congrès. Nous ne rappelons pas l'ordre du jour. Signalons seulement notre bulletin intérieur de préparation numéro 1, dont voici le sommaire :

1. Note du Bureau politique.
 2. Documents portés à la connaissance de l'organisation :
 - a) Note sur l'organisation et la division des tâches politiques du P. C. I.
 - b) Projet de résolution du camarade Marc Laurent (au C. C. élargi).
 - c) Document sur les devoirs d'une municipalité ouvrière.
 - d) Lettre de la camarade Berthe Joly : « La camarade Berthe Joly après des années d'activité militante a dû depuis un mois être admise dans un sanatorium. Elle nous a écrit une lettre concernant l'orientation politique. Nous portons cette lettre à la connaissance de l'organisation ». 3. Le problème russe.
 - a) Contribution à la discussion du camarade Perret : « L'U. R. S. S. est-elle toujours un Etat ouvrier ».
 - b) Contribution de la camarade Berthe Joly : « Etudier la Révolution russe ».
 - c) Contribution du camarade Binet : « Sur l'Etat soviétique ».
 - d) Note de l'administration.
- Les groupes ou adhérents qui n'auraient pas reçu le bulletin, peuvent passer le prendre au siège pour la somme de 1 fr. 50.

ACTIVITE DU PARTI

Dans l'ensemble du parti, la période qui a succédé à la répression et qui a

été marquée par l'interdiction des réunions publiques a été utilisée pour coordonner les forces de l'organisation par les formes d'organisation appropriées à cette période qui n'est qu'un début de répression dans l'ensemble de la lutte que nous aurons à mener.

Des tournées ont été faites en province nous donnerons dans notre prochain numéro le compte rendu détaillé.

Le travail anti avec le numéro 2 de la « Caserne » a été développé à tel point qu'il ne nous reste plus maintenant un seul exemplaire du journal.

Des contacts sérieux ont été pris avec les organisations prônant la nécessité du Front révolutionnaire, jusqu'à ce jour il n'y a que quelques points de la région parisienne où une liaison systématique a été organisée, particulièrement avec les organisations anarchistes.

Nous reviendrons plus longuement sur ces problèmes du Front d'action révolutionnaire et sur les nombreuses difficultés qu'on rencontre à transformer le mot d'ordre en actes.

REGION PARISIENNE

Les 4^e et 12^e ont créé un Cercle Lénine, où une première conférence a été faite par le camarade Lafont sur la situation de la crise dans le parti socialiste. Réunion excessivement intéressante où assistaient des militants de base des différentes organisations. La discussion fut d'un niveau politique élevé et très intéressante.

Mardi 219, rue du Faubourg-Saint-Antoine, seconde conférence de ce cercle.

Le Point de Travail du 17-18^e a créé également un cercle Lénine. Une première réunion aura lieu le 23 avril, à 20 h. 45, rue des Martyrs, avec sujet : « La crise dans le parti socialiste et ses conséquences ».

Le Point tient une permanence tous les mardis noirs, à la même adresse.

Putcaux-Bureaux. — Un Front d'ac-

tion révolutionnaire n'est créé en liaison avec les camarades libéraux. Il a procédé à une propagande excellente. Une cellule des J. C. I. a également été formée pour laquelle une activité systématique commence.

Clichy. — La formation des groupes d'action révolutionnaire rencontre des grosses difficultés pour nos camarades. L'activité est particulièrement originaire dans les usines, chez Hotchkis, où le mécontentement contre la tolérance des fascistes est de plus en plus grand.

Argenteuil. — Le groupe a recruté des camarades que la crise entre les deux organisations avait repoussés. Les efforts du groupe permettent un large travail et la création prochaine d'une cellule de chômeurs.

Vitry. — La vente du journal dans ce groupe a sensiblement augmenté. Une nouvelle cellule est sur le point d'être constituée.

TRAVAIL DANS LES P. T. T.

Les camarades verront par ailleurs que dans les P. T. T. le travail se poursuit, à telle enseigne que nos militants sont pourchassés par la police, le dernier numéro saisi.

METALLS

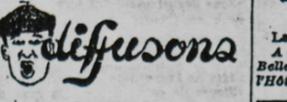
Les métallos communistes internationalistes se sont réunis, et nous donnons dans la page ouvrière un compte rendu de la discussion.

La constitution d'un bureau d'employés communistes internationalistes des assurances et des grands magasins est en cours. Prière au camarade de ces professions de se faire connaître au centre tous les samedis, de 18 heures à 20 heures.

EN PROVINCE

Nous donnerons dans notre prochain numéro un compte rendu d'une tournée dans la région du Midi et dans la région de l'Est. Notons seulement que la

Conférence filmée : « Trotsky parle » aura lieu à Marseille, avant la fin mai à Lyon, le 19 mai. Les lieux seront indiqués dans notre prochain numéro.



Nous devons, cette semaine, laisser au marbre à nouveau une colonne de comptes de l'administration, étant donné le peu de place dont nous disposons. Nous nous excusons auprès des camarades souscripteurs, mais les comptes n'ont pas été rendus par le commissaire Badin ! Bien entendu, les comptes ne portent aucun indication qui puissent, pour nos souscripteurs, constituer un danger quelconque.

Nous invitons tous nos camarades à faire un gros effort, particulièrement sur les abonnements pour le journal et la circulation des cartes de solidarité qui ont été envoyées aux groupes depuis près d'un mois.

A ce sujet, étant donné les perturbations causées à nos envois par les événements actuels, les militants qui voudraient diffuser les cartes et qui n'en auraient pas reçues sont priés de se faire connaître.

LYON

La Commune est en vente : Papeteries-Journaux : 13, rue du Mail (4) ; 91, montée de la Grande-Océ (1^{er}) ; 12, Grande-Rue de Vaise

Kiosque : Place du Pont, face à Pellet.

Papeteries-Journaux, 6, rue des Farges, Saint-Just.

A MARSEILLE :

La Commune est en vente aux kiosques :

- a) de la Bourse du Travail ;
- b) du boulevard Garibaldi (face au numéro 26).

La Commune est en vente : A Saint-Etienne : aux kiosques Place Bellecour, Place du Peuple, Place de l'Hotel de Ville, côté Douais.

Diffusons

L'Exploité des Métaux est paru ; c'est le journal des métallos, fait par des métallos pour des métallos. L'Exploité des Métaux coûte 0 fr. 25. Il faut adresser toute la correspondance à Chapelle, 66, 7^{ème} Saint-Martin. Permanence de 18 à 20 h. chaque jour.

Dans votre usine, Faites connaître le cas de

SERGE SEDOFF

Perce que fils de Trotsky, quoiqu'il soit sans activité politique, emprisonné, accusé de complot, condamné à la mort.

Diffusez votre tract

(Suite de la première page.)

LA QUESTION DES DRAPEAUX

On peut se demander d'ignorer le passé, mais la bourgeoisie insistait sur une question prétendue grave et de toute urgence. Les gens du bâtiment venaient de planter, au sommet des multiples constructions de l'Exposition, des drapeaux tricolores, sans plus, sinon, gare à l'Exposition. Le C. C. N., au lieu de dire : Nous n'avons qu'un seul drapeau, le drapeau rouge, a exécuté les meilleurs moyens pour convaincre les gens de l'Exposition de céder devant la bourgeoisie. Vous vous en souvenez du torchon tricolore, même avec toutes sortes d'insignes, emblème de votre misère, quand l'Exposition terminée, vous serez rejetés au chômage. Vous vous rappelez ceux qui l'ont réintroduit dans vos rangs.

LA FEDERATION DES TECHNICIENS

Cette Fédération n'est pas domestiquée à Jouxhaux ni aux staliniens ; elle est même contre l'arbitrage obligatoire. Aussi, tous les chiens couchants de la C. G. T. s'en prennent-ils à elle pour la détruire. On a créé, avec d'ex-journaux, une Fédération de techniciens de l'aviation. On demande aussi que cette Fédération constitue des branches d'industrie, ce qui est juste, mais le but n'est pas de renforcer son activité, c'est de pouvoir ensuite plus facilement transférer chaque branche à la Fédération ouvrière correspondante et dissocier la Fédération des Techniciens.

Cette-ci se trouve entraînée dans la lutte, d'une part par sa composition, elle pourrait très bien appuyer une opposition d'une Fédération ouvrière ; elle est mal placée pour en prendre la tête. D'autre part, par l'absence d'une plate-forme précise d'opposition.

LE PROCHAIN CONGRES

Il faut tout d'abord pour animer tant soit peu la vie syndicale. Voyez-vous, il devait y avoir un Congrès en 1937 et l'on aurait pu y entendre des choses désagréables, même sans autres conséquences immédiates, comme ce fut le cas au Congrès des Syndicats de la région parisienne.

Ainsi, on a vite trouvé un motif : on ne peut pas faire un Congrès de 12.000 membres ; il faut trouver une solution ; on va donc la chercher... et la première partie de cette solution, c'est de reporter le Congrès à 1938. D'ici là... Bien entendu, c'est au nom de la démocratie qu'a été prise cette mesure antidémocratique.

JOUXHAUX PARLE

Sur les grands travaux et sur la situation générale, Jouxhaux a parlé tant et plus. Disons qu'il a, sur quelques points, été beaucoup plus précis que Blum, dans ses discours à Jouxhaux. Au sujet des « grands travaux » il déclare : « Si l'idée se passe sans que rien n'ait été fait, nous aborderons l'hiver avec une situation catastrophique qui annihilera tout l'effort des lois sociales. Les classes moyennes apeurées et désorientées, chercheront autre chose, et toutes les opérations politiques pourront réussir. »

La seule solution que Jouxhaux se refuse d'envisager, c'est la révolution prolétarienne. Au contraire, rien ne l'effraie tant que l'on puisse penser qu'il y a en France une situation révolutionnaire. Le mépris, la haine même des masses se retrouvent à plusieurs reprises. Et Jouxhaux donne des ordres formels aux militants syndicaux de briser les volontés des masses travailleuses. Il défend l'arbitrage obligatoire, il le reconnaît, ne peut à jamais donner complète satisfaction aux travailleurs engagés dans leurs revendications ? Et il précise :

« Que cela ne soit pas compris par les militants, voilà quelque chose d'extrêmement redoutable, car si les militants ne comprennent pas la situation, si les militants ne font pas effort pour réagir contre l'impulsivité des masses, alors où allons-nous ? »

Un peu plus loin, il précise encore : « Cela réclame de chacun beaucoup de conscience, énormément de raisonnement, et cela demande à chacun de ne pas se laisser aller à son impulsivité. Je sais qu'il est beaucoup plus facile, et je le sais par expérience, de se laisser aller à répondre aux revendications jamais satisfaites de la masse plutôt que d'apparaître comme celui qui dresse une barrière à ces revendications. C'est évidemment beaucoup plus difficile, mais enfin nous sommes sur une route, nous l'avons choisie, nous avons déterminé notre voie, nous avons fixé notre action. »

Il ne suffit d'ailleurs pas à Jouxhaux de ces indications. Il prévient qu'il ne « déléguera pas d'opposition ».

« Compréhension la situation et l'ayant examinée, nous avons pris avec nous-mêmes la résolution de réagir contre tout ce qui serait contraire à l'accomplissement de ce dessein. »

Plus encore, on va tenter de contraindre les fonds de solidarité pour les révoquer, fonds jusqu'à présent détenus dans quelques Fédérations. Et on prétend extorquer, sans raison, ce qui est dû aux grèves autorisées par la C. G. T.

A ces ordres, ont répondu les « responsables » des Fédérations et des Unions aux ordres de Jouxhaux. A ces ordres, ont répondu les Dumoulin et les Raçon, les Capocci et les Bernard. Mais les travailleurs, qui n'ont pas été les ordres de Jouxhaux en juin 1936 ni en 18 mars 1937, ne seront pas plus démasqués que les ordres du nouveau régime de la Banque de France.

La répression s'exerce contre "Le Soviet des P.T.T."

Le « Soviet des P.T.T. » a été saisi, des militants furent arrêtés et des poursuites sont engagées contre eux. En face de la répression de la police républicaine, aux ordres de la bourgeoisie, tous les Postiers révolutionnaires se feront un devoir de soutenir leur journal de combat et viendront renforcer les rangs du Parti Communiste Internationaliste.

Les métallos du P.C.I. discutent de leur action

Samedi 10 avril, les métallos de notre parti, mettant à profit les « loisirs » que leur laisse la semaine de 40 heures, se sont réunis de 9 h. à midi pour confronter leurs points de vue et définir une ligne de conduite en prévision du renouvellement du contrat collectif.

Bonne réunion commencée par un solide rapport du camarade C... qu'on a suivi plusieurs interventions ou mises au point, notamment de camarades métallos de chez Citroën, Bendix, Lioré-Ollivier.

Un premier point sur lequel nos métallos se sont rencontrés concerne le recul de la date du renouvellement du contrat collectif de la métallurgie. L'impression de tous est que le gouvernement Blum trouvera une raison pour reporter ce renouvellement après l'Exposition. Il faut donc éviter par avance cette manœuvre et, si elle réussit en dépit de nos efforts, nous devons mettre en profit les mois supplémentaires pour documenter la base sur les émphiques et traquenards qu'on veut placer sous leurs pieds, et leur faire partager nos idées sur les divers points suivants qui ont été successivement discutés : le contrôle de l'embauche, le travail au loin, l'échelle mobile et les 40 heures.

Contrôle de l'embauche et de la débauche

Il faudra être intraitable sur le principe du contrôle par le syndicat, et renforcer encore ce principe en habituant les syndicats de la base et les ouvriers à ce que l'on veut que soient vides systématiquement les fascistes, même contre la volonté des bureaucrates conciliant.

Concernant particulièrement « la débauche », nos camarades estiment d'abord qu'elle doit faire l'objet d'une enquête afin que l'ensemble des ouvriers sachent à cette opération est justifiée ou non dans le cas où il y aurait diminution de la production consécutive à une diminution des commandes, il faut accepter une réduction générale des heures de travail pour tous, plutôt que d'autoriser des débauches partielles. Au cas où, cependant, on ne peut s'opposer à ces dernières, dans quel ordre se fera la débauche ? A cette question, nos camarades répondent ainsi : en premier lieu partiront les ouvriers qui se sont comportés en mauvais camarades dans le travail ou dans l'action de solidarité, en second lieu ceux qui sont professionnellement les moins capables, en dernier lieu seulement, les ouvriers ayant des charges de famille. Nos camarades éliminent la prise en considération de l'ancienneté.

Travail au loin

Tous nos camarades ont été d'accord pour demander que notre parti déclenche une campagne énergique contre le travail au pièces et son aggravation, le travail au loin (ou travail aux primes). La suppression de ce mode d'exploitation a toujours été l'un des points de la plateforme de la C. G. T.

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

« Non, mon frère, ce n'est pas vrai. Faut que tu aimes le sol et que tu le cultives, c'est bien à toi qu'en appartient le sol. C'est toi qui fais notre pain, lui-même le droit d'en manger avant toi, avant la femme qui s'est associée à ton sort, avant l'enfant qui est né de votre union. Garde ta bêche et ta charrue pour retourner la terre durcie, garde la semence pour féconder le sol. Rien n'est plus sacré que ton labour, et mille fois maudit celui qui voudrait l'emlever le sol de nous nourrir par tes efforts ! »

Mais ce que je dis à toi, je ne le dis pas à d'autres qui se prétendent cultivateurs et qui ne le sont pas. Quels sont-ils ces soi-disant travailleurs, ces engraisseurs du sol ? L'un est un grand seigneur. Quand on l'a placé dans son berceau, tout enveloppé de laines fines et de soies douces à toucher et à voir, le père, le magistrat, le notaire et d'autres personnages sont venus saluer le nouveau-né comme un futur maître de la terre. Des courtisans, hommes et femmes, sont accourus de toutes parts pour lui apporter des présents, des étoffes brochées d'argent et des hochets d'or ; pendant qu'on le comble de cadeaux, des scribes enregistrent en de grands livres que le poupon possède tel des sources et là des rivières, plus loin des bois, des champs et des prairies, puis ailleurs des jardins et encore des champs, d'autres bois, d'autres pâturages. Il en a dans la montagne, il en a dans la plaine ; même sans la terre il est aussi maître de grands domaines

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

« Non, mon frère, ce n'est pas vrai. Faut que tu aimes le sol et que tu le cultives, c'est bien à toi qu'en appartient le sol. C'est toi qui fais notre pain, lui-même le droit d'en manger avant toi, avant la femme qui s'est associée à ton sort, avant l'enfant qui est né de votre union. Garde ta bêche et ta charrue pour retourner la terre durcie, garde la semence pour féconder le sol. Rien n'est plus sacré que ton labour, et mille fois maudit celui qui voudrait l'emlever le sol de nous nourrir par tes efforts ! »

Mais ce que je dis à toi, je ne le dis pas à d'autres qui se prétendent cultivateurs et qui ne le sont pas. Quels sont-ils ces soi-disant travailleurs, ces engraisseurs du sol ? L'un est un grand seigneur. Quand on l'a placé dans son berceau, tout enveloppé de laines fines et de soies douces à toucher et à voir, le père, le magistrat, le notaire et d'autres personnages sont venus saluer le nouveau-né comme un futur maître de la terre. Des courtisans, hommes et femmes, sont accourus de toutes parts pour lui apporter des présents, des étoffes brochées d'argent et des hochets d'or ; pendant qu'on le comble de cadeaux, des scribes enregistrent en de grands livres que le poupon possède tel des sources et là des rivières, plus loin des bois, des champs et des prairies, puis ailleurs des jardins et encore des champs, d'autres bois, d'autres pâturages. Il en a dans la montagne, il en a dans la plaine ; même sans la terre il est aussi maître de grands domaines

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

« concession », propose la réintégration des autres. Mais les gens de chez Lioré tiennent bon. Hier soir encore, à l'unanimité moins 1 voix, ils ont refusé l'arbitrage amiable demandé par la direction. Ils ont même fait plus : le syndicat ayant montré des réticences, ils l'ont blâmé, élargissant le blâme à la direction confédérale pour son orientation actuelle.

Exemple de capitulation

Une commission paritaire est formée de trois délégués patronaux et de trois délégués ouvriers (C. G. T.). Pour qu'une résolution comme celle ci-dessous soit acceptée, il faut qu'elle réunisse, sinon l'unanimité du moins la majorité, c'est-à-dire au moins 4 contre 6.

La Commission Paritaire, réunie le 12 avril 1937, à la Chambre Syndicale des Industries Aéronautiques, 4, rue Galliéni, Paris (16e), après avoir entendu les représentants de la direction et les représentants de la délégué ouvrière de la Société Hispano-Suiza, au sujet de la demande de sanctions formulée par la direction contre les auteurs des expulsions auxquelles il a été procédé dans ses établissements :

- 1. Condamne formellement le principe de ces expulsions en contradiction flagrante avec l'article 3 du contrat collectif (Droit Syndical) ;
2. Demande instamment que les délégués de la Société Hispano-Suiza considèrent toute leur autorité à éviter le retour de semblables incidents ;
3. Met en garde tout le personnel de la Société Hispano-Suiza contre toutes tentatives de désordre ou de provocation, d'où qu'elles viennent ;
4. Décide d'un commun accord qu'il ne pourrait être suris, dans l'avenir, à une sanction en cas de retour de semblables incidents ;
5. Propose simplement, pour cette fois, communication au personnel de ces conclusions.

Chef des fonctionnaires

EN JUIN 1936, un vaste mouvement de grèves a déferlé sur toute la France et agité profondément les couches les plus retardataires de la classe ouvrière. L'action directe généralisée a apporté immédiatement une amélioration des conditions de vie et de travail, non seulement du prolétariat proprement dit, mais également des catégories de travailleurs considérés jusqu'à ce jour comme des éléments se rattachant à la petite bourgeoisie.

Seuls, au milieu de cette vague revendicatrice grandiose, et malgré l'encouragement à la lutte complète des exploités contre la classe dominante, les travailleurs de l'Etat et des Services publics sont restés à l'écart de la bataille déclamatoire magnifiquement. Qu'en résulte-t-il ?

Alors que nous voyions constamment l'indice du coût de la vie s'élever ; alors que nous constatons l'immunité et l'impunité complète de la fameuse Commission contre la Hausse des prix, les travailleurs des administrations espèrent toujours.

Mais, un certain jour, Léon Blum, l'auteur de quelques paroles déjà doucement ressenties (la vraie force est patiente, etc...) crut bon, une nouvelle fois, d'adresser un appel émouvant à ses « serviteurs ». Il pronça la « Phrase », peu à peu, un mécontentement se manifesta à la base ; des résolutions multiples furent votées et déjà perçurent les reproches à l'égard de Léon Blum et de ses collaborateurs.

Comprendre qu'il devenait difficile de maintenir plus longtemps les fonctionnaires qui n'avaient bénéficié d'aucun loi sociale depuis la prise du pouvoir par le gouvernement de Front Populaire, les Jouxhaux-Racamons, en plein accord avec le gouvernement, se décidèrent enfin à faire quelque chose pour eux.

Chez Lioré-Ollivier

Le lendemain des événements de Clichy, les ouvriers de cette boîte, spontanément, chassèrent une dizaine de fascistes. Nous l'avons déjà relaté ainsi qu'une tentative de les faire rentrer, tentative suivie d'une grève.

Cette grève a eu ce résultat de faire reculer la direction et le ministère de l'Air.

Mais ce n'était que provisoire. La direction a sacrifié des fascistes chassés, dont les dossiers étaient trop noirs et se croyant forte de cette

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

« Non, mon frère, ce n'est pas vrai. Faut que tu aimes le sol et que tu le cultives, c'est bien à toi qu'en appartient le sol. C'est toi qui fais notre pain, lui-même le droit d'en manger avant toi, avant la femme qui s'est associée à ton sort, avant l'enfant qui est né de votre union. Garde ta bêche et ta charrue pour retourner la terre durcie, garde la semence pour féconder le sol. Rien n'est plus sacré que ton labour, et mille fois maudit celui qui voudrait l'emlever le sol de nous nourrir par tes efforts ! »

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

Le COIN DU PROLO

« concession », propose la réintégration des autres. Mais les gens de chez Lioré tiennent bon. Hier soir encore, à l'unanimité moins 1 voix, ils ont refusé l'arbitrage amiable demandé par la direction. Ils ont même fait plus : le syndicat ayant montré des réticences, ils l'ont blâmé, élargissant le blâme à la direction confédérale pour son orientation actuelle.

Exemple de capitulation

Une commission paritaire est formée de trois délégués patronaux et de trois délégués ouvriers (C. G. T.). Pour qu'une résolution comme celle ci-dessous soit acceptée, il faut qu'elle réunisse, sinon l'unanimité du moins la majorité, c'est-à-dire au moins 4 contre 6.

La Commission Paritaire, réunie le 12 avril 1937, à la Chambre Syndicale des Industries Aéronautiques, 4, rue Galliéni, Paris (16e), après avoir entendu les représentants de la direction et les représentants de la délégué ouvrière de la Société Hispano-Suiza, au sujet de la demande de sanctions formulée par la direction contre les auteurs des expulsions auxquelles il a été procédé dans ses établissements :

- 1. Condamne formellement le principe de ces expulsions en contradiction flagrante avec l'article 3 du contrat collectif (Droit Syndical) ;
2. Demande instamment que les délégués de la Société Hispano-Suiza considèrent toute leur autorité à éviter le retour de semblables incidents ;
3. Met en garde tout le personnel de la Société Hispano-Suiza contre toutes tentatives de désordre ou de provocation, d'où qu'elles viennent ;
4. Décide d'un commun accord qu'il ne pourrait être suris, dans l'avenir, à une sanction en cas de retour de semblables incidents ;
5. Propose simplement, pour cette fois, communication au personnel de ces conclusions.

Chef des fonctionnaires

EN JUIN 1936, un vaste mouvement de grèves a déferlé sur toute la France et agité profondément les couches les plus retardataires de la classe ouvrière. L'action directe généralisée a apporté immédiatement une amélioration des conditions de vie et de travail, non seulement du prolétariat proprement dit, mais également des catégories de travailleurs considérés jusqu'à ce jour comme des éléments se rattachant à la petite bourgeoisie.

Seuls, au milieu de cette vague revendicatrice grandiose, et malgré l'encouragement à la lutte complète des exploités contre la classe dominante, les travailleurs de l'Etat et des Services publics sont restés à l'écart de la bataille déclamatoire magnifiquement. Qu'en résulte-t-il ?

Alors que nous voyions constamment l'indice du coût de la vie s'élever ; alors que nous constatons l'immunité et l'impunité complète de la fameuse Commission contre la Hausse des prix, les travailleurs des administrations espèrent toujours.

Mais, un certain jour, Léon Blum, l'auteur de quelques paroles déjà doucement ressenties (la vraie force est patiente, etc...) crut bon, une nouvelle fois, d'adresser un appel émouvant à ses « serviteurs ». Il pronça la « Phrase », peu à peu, un mécontentement se manifesta à la base ; des résolutions multiples furent votées et déjà perçurent les reproches à l'égard de Léon Blum et de ses collaborateurs.

Comprendre qu'il devenait difficile de maintenir plus longtemps les fonctionnaires qui n'avaient bénéficié d'aucun loi sociale depuis la prise du pouvoir par le gouvernement de Front Populaire, les Jouxhaux-Racamons, en plein accord avec le gouvernement, se décidèrent enfin à faire quelque chose pour eux.

Chez Lioré-Ollivier

Le lendemain des événements de Clichy, les ouvriers de cette boîte, spontanément, chassèrent une dizaine de fascistes. Nous l'avons déjà relaté ainsi qu'une tentative de les faire rentrer, tentative suivie d'une grève.

Cette grève a eu ce résultat de faire reculer la direction et le ministère de l'Air.

Mais ce n'était que provisoire. La direction a sacrifié des fascistes chassés, dont les dossiers étaient trop noirs et se croyant forte de cette

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

« Non, mon frère, ce n'est pas vrai. Faut que tu aimes le sol et que tu le cultives, c'est bien à toi qu'en appartient le sol. C'est toi qui fais notre pain, lui-même le droit d'en manger avant toi, avant la femme qui s'est associée à ton sort, avant l'enfant qui est né de votre union. Garde ta bêche et ta charrue pour retourner la terre durcie, garde la semence pour féconder le sol. Rien n'est plus sacré que ton labour, et mille fois maudit celui qui voudrait l'emlever le sol de nous nourrir par tes efforts ! »

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

Nouzonville

Notre dernière note, concernant la trahison de Lareppe envers tous les engagements pris concernant la lamentable situation des victimes du capitalisme, victimes qui lui ont fait, à Mouzonville et dans toute la vallée de la Meuse, sa fortune politique, a produit un effet immense, non seulement parmi les chômeurs, mais parmi ceux qui, fatalement, par l'organisation du capitalisme, le redeviendront demain.

En effet, qui aurait pensé que cet individu, créant de faim hier encore, aurait ramené d'un seul coup son pantalon de velours plein de pièces, plus ou moins bien raccommodé ?

Naturellement, l'effet escompté de nos « matras » s'est partiellement produit. La confusion règne. Les travailleurs des administrations s'aperçoivent plus clairement la manœuvre. Inconsciemment ils sont influencés et ne prennent pas une position ferme. Mais, malgré tout, malgré les trahisons et les combinaisons, la vérité éclatera un jour aux yeux de tous.

Alors qu'on trouve difficilement 618 millions à leur partager, on réunit aisément près de 30 milliards pour la Défense Nationale.

618 millions pour les faire vivre lamentablement ; 30 milliards et plus quand le moment sera venu de les conduire à la mort.

Le gouvernement de Front Populaire devait amener aux travailleurs : la Paix, la Paix, la Liberté.

Qu'a-t-il apporté ? La paix ? Non ! La continuation de la misère ; La paix ? Non ! Des canons ; La liberté ? Non ! Des revendications, saisis, poursuivis contre les organisations révolutionnaires tandis que les fascistes et leurs chefs La Rocque, Doriot, etc., circulent librement...

Camarades fonctionnaires, vous devez vous dresser contre la politique de trahison et de défection du gouvernement de Front Populaire.

Ediges de lui qu'il applique dans les administrations les lois sociales qu'il demande à la bourgeoisie d'appliquer dans l'industrie privée.

Luttez énergiquement pour la révalorisation des traitements, la titularisation des auxiliaires, les 40 heures.

Le Havre Meyer continue

NOUS signalons la semaine dernière que Meyer, l'ami « radiocourant » des staliniens, refusait de donner aux « boueux » en grève les quelques francs qui leur suffiraient à peine pour vivre. La grève est maintenant finie et il leur a donné trois francs au lieu de cinq. Ainsi un débaucheur gagnera vingt francs par jour.

Une dépense supplémentaire pour le « boueux » ? A-t-il dit, il faut économiser par ailleurs ! Aussi on apprend que les secours de chômage vont être supprimés pour tous les chômeurs.

Il a le droit depuis mercredi, le 7 courant, pour les dockers âgés de moins de cinquante ans. C'est-à-dire que, désormais, les dockers devront « fabriquer » du travail ou crever de faim. Mais ce n'est qu'un essai ; si les dockers acceptent la suppression des secours on les supprimera aux autres chômeurs aussi.

Les chômeurs ont décidé de ne pas se laisser faire ! Non seulement les dockers chômeurs, mais tous les sans travail ont décidé de réagir pour le rétablissement des secours à tous et pour l'augmentation de l'allocation.

Les réclamations dix francs au lieu de huit francs cinquante et pour appuyer leurs revendications, ils se sont engagés à manifester mercredi 14 courant devant la mairie du Havre.

Qu'ils continuent ! et ils verront se dégonfler Meyer et ses « amis » !

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

« Non, mon frère, ce n'est pas vrai. Faut que tu aimes le sol et que tu le cultives, c'est bien à toi qu'en appartient le sol. C'est toi qui fais notre pain, lui-même le droit d'en manger avant toi, avant la femme qui s'est associée à ton sort, avant l'enfant qui est né de votre union. Garde ta bêche et ta charrue pour retourner la terre durcie, garde la semence pour féconder le sol. Rien n'est plus sacré que ton labour, et mille fois maudit celui qui voudrait l'emlever le sol de nous nourrir par tes efforts ! »

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

« Non, mon frère, ce n'est pas vrai. Faut que tu aimes le sol et que tu le cultives, c'est bien à toi qu'en appartient le sol. C'est toi qui fais notre pain, lui-même le droit d'en manger avant toi, avant la femme qui s'est associée à ton sort, avant l'enfant qui est né de votre union. Garde ta bêche et ta charrue pour retourner la terre durcie, garde la semence pour féconder le sol. Rien n'est plus sacré que ton labour, et mille fois maudit celui qui voudrait l'emlever le sol de nous nourrir par tes efforts ! »

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

On prend les mêmes et on recommence

Depuis le temps qu'on en parle, les allocations des chômeurs sont rajustées ; cela veut dire qu'on leur redonne après six mois de retard ce qu'on leur a pris par l'augmentation du coût de la vie, mais on ne leur redonne pas ce qu'on leur a volé pendant ces six mois mieux même, et comme dit Léon Blum, en plus fort : on ne relève pas le plafond des charges de famille, car qui veut dire qu'un chômeur ayant trois enfants ou plus, touche toujours le même taux, « sans doute la grande

attention de Blum aux familles nom breuses ». Si encore on pouvait diriger au ministère du Travail un peu par inexpérience, mais l'exemple 1 septembre 1936 est encore présent à la mémoire de tous les chômeurs de la région parisienne. A cette date, après un semblant d'augmentation de vingt sous par jour pour le chômeur célibataire, on trouvait moyen de diminuer les charges de famille.

Aussi sommes-nous forcés de constater que les capacités d'organisation de M. Léon Blum sont au-dessous de tout. A moins, à moins que M. Léon Blum, à l'instar de M. Jourdan, fasse du Malthusianisme sans le savoir.

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

« Non, mon frère, ce n'est pas vrai. Faut que tu aimes le sol et que tu le cultives, c'est bien à toi qu'en appartient le sol. C'est toi qui fais notre pain, lui-même le droit d'en manger avant toi, avant la femme qui s'est associée à ton sort, avant l'enfant qui est né de votre union. Garde ta bêche et ta charrue pour retourner la terre durcie, garde la semence pour féconder le sol. Rien n'est plus sacré que ton labour, et mille fois maudit celui qui voudrait l'emlever le sol de nous nourrir par tes efforts ! »

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

« Non, mon frère, ce n'est pas vrai. Faut que tu aimes le sol et que tu le cultives, c'est bien à toi qu'en appartient le sol. C'est toi qui fais notre pain, lui-même le droit d'en manger avant toi, avant la femme qui s'est associée à ton sort, avant l'enfant qui est né de votre union. Garde ta bêche et ta charrue pour retourner la terre durcie, garde la semence pour féconder le sol. Rien n'est plus sacré que ton labour, et mille fois maudit celui qui voudrait l'emlever le sol de nous nourrir par tes efforts ! »

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

« Non, mon frère, ce n'est pas vrai. Faut que tu aimes le sol et que tu le cultives, c'est bien à toi qu'en appartient le sol. C'est toi qui fais notre pain, lui-même le droit d'en manger avant toi, avant la femme qui s'est associée à ton sort, avant l'enfant qui est né de votre union. Garde ta bêche et ta charrue pour retourner la terre durcie, garde la semence pour féconder le sol. Rien n'est plus sacré que ton labour, et mille fois maudit celui qui voudrait l'emlever le sol de nous nourrir par tes efforts ! »

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

« Non, mon frère, ce n'est pas vrai. Faut que tu aimes le sol et que tu le cultives, c'est bien à toi qu'en appartient le sol. C'est toi qui fais notre pain, lui-même le droit d'en manger avant toi, avant la femme qui s'est associée à ton sort, avant l'enfant qui est né de votre union. Garde ta bêche et ta charrue pour retourner la terre durcie, garde la semence pour féconder le sol. Rien n'est plus sacré que ton labour, et mille fois maudit celui qui voudrait l'emlever le sol de nous nourrir par tes efforts ! »

« Est-il vrai », m'a-tu demandé, « est-il vrai que les camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien davantage, il est vrai, mais qui me la donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon argent ne sera-t-il plus à moi ? »

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

LE POIGNARD DANS LE DOS

« L'argent, nerf de la guerre, ne se trouve pas, comme l'héroïsme, dans les tranchées... Le ministre actuel des finances a obtenu en Angleterre, sur le front financier, une victoire moins brillante mais plus décisive qu'un succès militaire. »

« LIBERTAD », organe staliniste de Madrid.

LES NOTRES
LASTOTCHKINE



Né en 1884, Jean Smirnov, dit Lastotchkine, adhère à 27 ans au parti social-démocrate russe (bolchevik), mais le Tsar l'envoie rapidement dans les mines de Sibérie où la révolution de 1917 le libère.

Il a 35 ans lorsque, pendant la guerre civile, lui échote la direction du Comité Central du Parti communiste d'Odessa. A un moment où cette ville est sous la botte du militarisme français. Posté important puisque le plus clair de son travail devra consister dans la diffusion de matériel antimilitariste (les soldats et marins amenés dans la Mer Noire n'ayant pas conscience du rôle contre-révolutionnaire qu'on veut leur faire jouer).

Dans une imprimerie clandestine cachée dans une galerie de carrière, sont éditées, sous la direction de Lastotchkine des tracts, des appels, des petites brochures en français, polonais, grec, roumain, anglais et aussi le Journal du parti, « Le Communiste », paraissant deux fois par semaine.

Nous avons déjà rappelés ici les tragiques assassinats de Jeanne Laborbe et de l'ingénieur Féline, camarades de lutte de Lastotchkine. C'est vers le 2 mars que ces crimes eurent lieu ; un agent français nommé nommé Roitman avait dénoncé les camarades et devait livrer Lastotchkine à André Benoit, chef du deuxième bureau de l'armée d'Orient.

Le Roitman devait être abattu comme un chien quelques jours plus tard dans une rue d'Odessa, tandis que de son côté, le 6 avril, après avoir torturé dans le chaland où il avait été emprisonné, Jean Smirnov, dit Lastotchkine, au cou duquel on avait accroché une lourde pierre était jeté dans le fleuve où son cadavre était retrouvé seulement le 18 avril 1919.

Pendant ce temps, à Paris, dans la presse pourrie de l'impérialisme et de la social-démocratie, on avait vitupéré « la terreur bolchevique ».

Jeunes !

Ce que sont
Ce que veulent
Les Jeunes-communistes internationaux

est exposé dans
« LE JEUNE BOLCHEVIK »

En vente 66 faubourg Saint-Martin
de 15 à 20 heures chaque jour

Abonnement :
Un an . . . 20 francs
Six mois . . . 10 francs
Chèque Postal Branch 1773 07 Paris

Le gérant : J. TROCELLO.

IMPRIMERIE SPECIALE DE
« LA COMMUNE »

6, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10^e)
Le journal est composé et tiré par des
ouvriers syndiqués.

LEURS GUEULES

HERRIOT

Ce gros homme, qui s'est taillé une place dans les annales de la décadence de la République, a dû naître sous le signe de la Balance, si nous devons en croire Mme Geneviève Tabouis qui le trouve bien balancé (nous, on n'a pas été y voir) et si nous constatons sa présence toutes les fois que la grande bourgeoisie a eu besoin d'un contre-poids aux mouvements de masses.

C'est un roué de première force, un comédien de premier rang et qui sait jouer plusieurs rôles l'un après l'autre, voir même à la fois.



L'homme à la main sur le cœur nous est venu de l'Université. De petit professeur de province, il est devenu rapidement maire de Lyon. Puis, il a été successivement sous-secrétaire d'Etat au ravitaillement pendant la guerre, président du parti radical après la guerre, ce qui lui a ouvert définitivement les avenues du pouvoir. En 1924, le Cartel des gauches l'a choisi comme président du Conseil. Manquant encore d'expérience et de souplesse, il s'est fait donner sur les doigts par les gens du Mur d'Argent. Ce fut son chemin de Damas.

Depuis, il a compris son rôle être le Balancier, le « nageur entre deux eaux » comme l'écrivait et le dessinait en 1930 l'Humanité, avant que Dou-Dou Herriot ne devint « ami de l'U.R.S.S. » lui aussi ! Mais tant vont les choses qu'à la fin le Balancier s'arrêtera de balancer.

Aura-t-il seulement le temps, lui qui a été à la fois journaliste, essayiste, économiste, médiano, assassin d'ouvriers métropolitains et coloniaux comme ses copains Laval et Tardieu, aura-t-il le temps tout court de devenir académicien ? !



Les « trallements » du Parti socialiste sont un signe de la véritable température des masses.
Il serait fou de briser le thermomètre.

(Marceau Pivert, La Vogue, 15 avril 1937.)

Jadis, Barrès jeta un froid parmi la société alsacienne en déclarant, dans un discours, qu'à Strasbourg on viendrait prendre la température de la France.

Pivert, dans le même ordre d'idées (si l'on peut dire), prend le parti socialiste, son parti, pour un thermomètre. Ou va-t-il donc le frotter ? Et qu'il ne veuille pas le briser à l'instant où il s'en sert, on commence à comprendre les raisons de ses capitulations successives ! Il serre les fesses pour ne pas briser son thermomètre.

Laissons donc Pivert aux prises avec son thermomètre. Quant à nous, efforçons-nous de faire monter encore plus haut la température des masses.

contre-partie et, en quelque sorte, la réplique aux tractations Franco-Hitlériennes et Franco-Mussoliniennes. La médiation capitaliste, éditée sur les charniers d'Espagne, disperserait aux quatre points cardinaux, par toute l'Europe, les brandons enflammés du bras armé espagnol.

Sur le front de Madrid, Simone Téry, historiographe ordinaire du beau Maurice Thorez, exerce actuellement ses talents de journaliste bourgeois. Elle a vu, dans l'ombre casseroles... et de citer les paroles du colonel Ortega qui l'accompagne : « Nous avons ici tout le confort, même l'électricité ! La vraie vie de château !... » Voici vingt ans, au temps de la première union sacrée, en France, les « défenseurs du moral » ne s'exprimaient pas autrement. Bien entendu, elle a questionné rituellement les combattants : No pasaráis ? A quel les combattants ont répondu : Pas par ici, on tout cas.

Peut-être Simone Téry parlera-t-elle bientôt des obus allemands qui n'éclatent pas, et de la « tartine à faire des prisonniers italiens », nous voulons souligner la réponse des miliciens qui pourrait bien devenir une parole historique.

Si les fascistes passent, si la bourgeoisie capitaliste marque un point, ce ne sera pas de défection des mitrailleuses de la Révolution, ni de défection de leurs servants... Mais il est d'autres fronts que celui où l'on se bat les armes à la main !

La Presse et les événements d'Espagne

Le Premier Mai en Espagne sera anti-trotskyiste

Si l'on en croit l'éditorial de la stalinienne « Correspondance Internationale » :

Le mot d'ordre des héroïques défenseurs de Madrid est : Ils ne passeront pas ! Non, nous les fascistes ne passeront pas ! Le peuple s'unit contre le fascisme au sein du Front Populaire. Même leur nouvel agent, le trotskisme, ce perfide ennemi de l'unité de la classe ouvrière, du Front Populaire et de la patrie socialiste ne les sauvera pas de la défaite. C'est pourquoi retentira ce cri : Créez le Front unique de la classe ouvrière ! Créez l'unité syndicale nationale et internationale ! Chassez des rangs du peuple travailleur les agents trotskystes du fascisme !

Etant bien entendu que sont « trotskystes » tous ceux qui ne se conforment pas aux mots d'ordre stalinien. Car il faut museler en Espagne comme ailleurs ceux qui démontrent que le « Front Populaire » bourgeois assujettit directement les travailleurs au joug du capitalisme international.

L'opposition au gouvernement de Catalogne

Voici les mots d'ordre de la Fédération locale des groupes anarchistes de Barcelone, publiés par la « Solidaridad Obrera » (23 mars).

1° Répartir les différents ministères entre chaque organisme, selon ses forces.

2° Annulation du décret d'ordre public, élaboré par la Généralité ; remplacer ce décret par un texte répondant aux volontés des deux organismes syndicaux.

3° Réprimer durement l'immoralité et l'arriérisme.

4° Epuration de tous les corps armés des éléments à tendance fasciste qui s'y infiltrent.

5° Suppression de toute démonstration militaire à caractère carnavalesque.

Comme on le voit, on reste fidèle au principe de collaboration gouvernementale et selon les dirigeants anarchistes, l'essentiel est que chacun ait sa part de collaboration, selon ses forces ! Le P.O.U.M. est plus énergique, au moins en paroles. Son Comité Central a élaboré un programme publié dans la Batalla du 30 mars et que nous résumons :

Le Gouvernement ne peut être qu'un gouvernement formé de toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière qui se proposent le programme immédiat suivant :

A. Socialisation de la grande industrie et des moyens de transport, nationalisation des banques, municipalisation des logements.

B. Formation d'une armée contrôlée par la classe ouvrière et d'un corps de Sécurité intérieure basé sur

de la précédente, farouchement opposée à toute réalisation progressive à caractère révolutionnaire, entièrement dévouée aux mesures conservatrices et, partant, contre-révolutionnaires.

Pendant que le sang des miliciens coule à flots devant les mitrailleuses de Mola, les dirigeants anarcho-syndicalistes collaborent avec la Esquerra, avec le P.S.U.C., avec cette « Union des Rabaisaires » qui représente le paysannerie radicale, favorisent le commerce libre et la spéculation, s'opposent aux collectivisations, acceptent que des organes non stalinien soient suspendus et poursuivis, préparent en Espagne une police d'Etat qui sera, sur le front de l'intérieur, la mesure correspondante aux différents décrets par quoi les travailleurs sont désarmés et enrôlés dans les rangs de l'armée républicaine bourgeoise.

Après la crise du Conseil catalan, nous voulons à la Généralité un Gouvernement ouvrier et paysan

Tel est la manchette de la « Juventud Comunista » (1^{er} avril) qui est l'organe central de la Jeunesse Communiste ibérique (P.O.U.M.).

Entre autres articles, la J.C.I. réclame également que soit publiée à nouveau la « Antorcha » et s'élève contre la répression qui frappe les organes du P.O.U.M.

Par ailleurs, elle s'élève contre les colonnes dont elle est l'objet et réclame, des dirigeants des « Jeunes Socialistes Unifiés » l'acceptation d'un débat public.

L'ensemble du document est dominé par la préparation de la conférence de la J.C.I. qui se tiendra à Barcelone les 17 et 18 avril et sur laquelle nous reviendrons.

Plus dramatique encore est la situation sur le plan international où l'hégémonie des banquiers de Londres apparaît dans tout son cynisme.

La Libertad, de Madrid, organe républicain dans lequel l'influence stalinienne est manifeste, écrit en substance que « l'argent, nerf de la guerre, ne se trouve pas, comme l'héroïsme, dans les tranchées » et que « le ministre actuel des Finances a obtenu en Angleterre, sur le front financier, une victoire moins bruyante, mais plus décisive qu'un succès militaire ».

C'est par les banquiers de la Cité qui a été divulgué, en mars seulement, le texte d'une note confidentielle en date du 9 février, émanant du Gouvernement de Valence au Quai d'Orsay et au Foreign Office, note à laquelle les gouvernements

français et anglais viennent de répondre.

Que proposait le gouvernement de Valence ? En échange d'une aide morale et matérielle fournie par Paris et Londres, accordé à ces impérialismes la monopole de la reconstruction économique de l'Espagne, l'établissement de zones franco-anglaises dans le Maroc espagnol, une subordination de fait de la politique étrangère de l'Espagne à la politique étrangère menée par les capitalistes de France et d'Angleterre.

Or, voici que vient de se constituer un Comité pour la paix en Espagne... Camille Planche constitue au Palais-Bourbon un comité parlementaire analogue. Faisant état des paroles prononcées par Blum devant le Sénat le 21 janvier (— après l'interdiction effective du départ et transit des volontaires, notre objet final est une médiation permettant au peuple espagnol d'exprimer librement sa liberté souveraine. Il collabore avec la politique définie par le secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères), on peut maintenant amorcer cette campagne : L'heure officielle de la médiation a sonné.

On touche ici au résultat concret de la politique stalinienne dans les affaires d'Espagne.

Sous prétexte de « vaincre d'abord Franco », on a plongé les travailleurs dans une lutte sanglante dont ils n'ont eu ni la direction politique, ni la direction militaire.

A l'intérieur, on consolide l'appareil politique radical-stalinien et le pouvoir économique de la bourgeoisie.

A l'extérieur, on trafique avec les impérialismes français et anglais de la chair et du sang de ceux qui se battent contre le fascisme, et c'est sous le contrôle des banquiers de la Cité que s'effectuera cette parodie de « consultation libre et souveraine ».

Si de telles éventualités devaient se réaliser, le coup de poignard dans les dos des miliciens espagnols ne signifierait d'ailleurs aucunement un arrêt temporaire dans la maturation des ferments de guerre que nourrissent actuellement les chairs en décomposition du monde capitaliste, puisque de sérieux présumptions tendent à démontrer que les propositions de Vayo aux puissances occidentales ne sont que la

LES JEUNES

LES PIONNIERS ROUGES ET LES JEUNES SOCIALISTES

Parce que les autres l'ont chassé comme un malpropre, la lutte s'arrête-t-elle à pour toi ?

La lutte contre les 2 ans, contre le chauvinisme et le torchon tricolore ne pouvait-elle se mener que sous la haute surveillance du « grand » camarade Blum ?

Doyant la multitude des organisations révolutionnaires de jeunes et leur faiblesse numérique, les vicieux et les restes sur le pavé ; il y a trop de porcs, tu ne sais laquelle ouvrir. Eh bien ! tu as tort, vieux camarade. Il faut comprendre pourquoi cette faiblesse, pourquoi ces divisions. Ton rire amer cache mal, du reste, la conscience que tu as d'être politiquement faible et empêché de prendre position avec une grande sûreté d'appréciation et d'orientation.

Evidemment, ce n'est pas la social-démocratie qui t'a aidé à devenir un jeune marxiste, un jeune léniniste.

Mais crois-tu que c'est au Petit Café ou à l'Athlético-Club que tu peux acquiescer à la construction d'une organisation révolutionnaire de jeunes ou se réjouir ?

Nous aussi, aux pionniers, après notre rupture avec la S. F. I. O., nous constatons que la majeure partie de nos membres étaient hésitants, avaient encore beaucoup à apprendre par l'expérience de la lutte quotidienne, de la confrontation des idées qui caractérisent la jeunesse révolutionnaire ?

Nous aussi, nous avons gardé le contact le plus étroit avec l'avant-garde révolutionnaire, tout en restant autonome comme mouvement culturel de jeunes, nous avons pris soin, tout en conservant notre caractère d'organisation, de lier de plus en plus notre activité et notre éducation à la lutte des ouvriers et des

paysans. Nous avons jalousement défendu notre indépendance de toute ingérence de l'Etat dans notre organisation, quand bien même cet Etat bourgeois s'appelle Léon Lagrange.

Nous étions jaloux lors de notre rupture avec les domestiques de la deuxième Internationale, mais nous avions au moins cette conscience que l'organisation de nos loisirs et de notre éducation révolutionnaire appartenait à nous seuls, à notre classe, et non aux faux amis de la jeunesse-général, et nous avions assez de vaillance pour lui faire notre propre organisation contre le courant social-patriote, contre tous les obstacles ou butaient les jeunes prolétaires de 14 à 17 ans qui composent notre Fédération de Pionniers.

Aujourd'hui, nous vivons et nous nous développons en proportion de notre noyau initial. Nous avons trouvé dans nos camps rousés le chemin qui mène à nos frères paysans, et notre conscience de la solidarité de classe qui unit les exploités contre les exploités s'élargit davantage, nous avons trouvé la route de Liebknecht et nous y avançons, tenant fermement le drapeau de l'antimilitarisme révolutionnaire, et notre formation politique s'accomplit et notre conscience de classe s'éveille.

Pour toi, camarade J. S., il te faut choisir aujourd'hui : le Petit Café, l'Athlético-Club, et c'est le sort des vaincus, l'organisation révolutionnaire de jeunes ou la Fédération des Pionniers Rouges pour t'y préparer, c'est la continuation de la lutte sur un plan supérieur.

Phisieurs de tes camarades de l'Entente dissimulent leur venue à la F. P. R. pour mieux te faire et s'adjoindre avec de jeunes J. C. I., J. S. R. J. C. et dans la mesure de leurs forces, mais avec courage, aident à préparer l'unité révolutionnaire des jeunes travailleurs.

Les principaux dirigeants de la fraction majoritaire de l'Entente des J.S. de la Seine paraissent avoir été quelque peu déçus par les exclusions à la suite du Congrès de Creil. Après deux semaines de délibérations ils s'orientent maintenant pour la plupart vers la solution suivante : Reconstituer une Fédération autonome qui travaillera à la « constitution du parti révolutionnaire de la classe ouvrière ».

Ils cherchent à éviter la dispersion de leur groupe dans les différentes organisations existantes. D'autre part, liés pour la plupart à la Gauche révolutionnaire, ils attendent les décisions du Parti socialiste au Congrès national prochain sur cette tendance...

Dans un texte adressé « aux camarades de l'Entente des Jeunes Socialistes de la Seine (dissoute) », ils appellent les jeunes socialistes à rester groupés autour des exclus et à continuer leur activité politique.

Cet appel nous apparaît comme une solution provisoire. Il est, tel quel, bien incomplet et nous pensons que très prochainement l'Entente de la Seine regroupée publiera le programme qu'elle entend défendre parmi la jeunesse travailleuse. Travailler au regroupement de la jeunesse révolutionnaire et à la constitution du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, exige une activité basée sur une plateforme politique qui a été établie après une étude marxiste des problèmes économiques et politiques généraux, du mouvement ouvrier actuel, des formes de lutte possible.

Pourquoi seulement un travail anti et un travail d'agitation dans les manifestations de masse ? Pourquoi surtout cette activité doit-elle être « anonyme » ?

Pourquoi cette politique d'attente ? Pourquoi continuer cette faute de la

jeunesse socialiste officielle qui consiste à faire croire que l'on éduque les jeunes sans les faire agir sur un ensemble de problèmes ?

Vous dites : Le parti révolutionnaire est à créer, travaillons à le former. Soit, mais pourquoi, pendant cette période de formation réduire le rôle des jeunes révolutionnaires — qui sont généralement considérés comme les plus combattifs — à une activité minima et « anonyme », ainsi qu'à une activité « intérieure » d'éducation.

Ce regroupement, peut-être « provisoire » et susceptible de changements, il n'est pas moins indispensable que le groupe de l'Entente de la Seine reconstitue sa situation sur une plateforme politique claire et complète, qu'il précise sa position sur la nécessité de la formation de la IV^e Internationale (puisque les deux autres ont fait faillite comme nombre de leurs membres le reconnaissent) et de son programme.

A une réunion des Jeunes Anarchistes

Lundi 12 avril, les J.A.C. organisaient une controverse à l'intention principalement des J.S. de la Seine. Peu de militants pour assister à un débat trop long. Tout fut mis en discussion : doctrine anarchiste et communiste, programmes des organisations de jeunesse, nécessité de former le Front révolutionnaire, etc. Ne pouvant intervenir sur toutes les questions, le camarade qui parla au nom de la J.C.I. défini principalement notre position sur le problème de la guerre et sur le Front révolutionnaire.

De telles controverses ne seront-elles pourtant progressives que si le Front révolutionnaire se constitue en fait et si l'on rencontre moins de lenteur et de réticence que jusqu'à maintenant.

Unité ou front révolutionnaire ?

L'analyse rapide des organisations de Jeunes ouvrières indique deux courants politiques différents.

1. Les organisations de Jeunes de masses communistes et socialistes, qui ont de jour en jour et leur activité et leur tradition révolutionnaire ; dans lesquelles les jeunes travailleurs trouvent de moins en moins un appui pour leur lutte de classe, mais y entrent désormais comme dans les clubs de discussion ou des sociétés sportives.

2. Les organisations de Jeunes qui méprisent les réformistes et les autres cherchent une voie pour la formation de la jeunesse révolutionnaire. Elles-ci se réclament de différentes idéologies communiste ou anarchiste. Ce sont les groupes des jeunes trotskystes et ceux des jeunes anarchistes.

En dehors de ces organisations, nous avons vu naître des organisations comme la J. E. U. N. E. S., formées d'éléments plutôt bourgeois, qui évitent de prendre part à la lutte politique.

Enfin, à la suite de la lutte au sein de Jeunes socialistes, se détache un groupe très hétérogène mais assez important de jeunes qui, sans être trop sûr sur la voie qu'il doit prendre, semblent vouloir rompre définitivement avec le réformisme.

Il n'est pas présentement possible de fusionner une seule jeunesse révolutionnaire ? Nous ne le pensons pas. Les J. S. R. nous proposent une charte sur l'unité révolutionnaire de la jeunesse. Ce n'est pas parce que dans ce document on évite d'appeler les choses par leur nom — le défaitisme révolutionnaire repoussé par les anarchistes — ou qu'on oublie la question d'armement en passant très vite sur celle des alliances — peut-être pour ne pas effrayer les jeunes socialistes — que cet-

te thèse devient acceptable à des organisations telles que les anarchistes, qui seraient supposés passer sur des positions marxistes. Pas davantage les Jeunes socialistes de la Seine, qui quittent la S. F. I. O., ne semblent décidés à lutter pour la formation de la quatrième Internationale. S'ils forment une Fédération socialiste autonome dont il est vaguement question, c'est qu'ils n'ont guère l'intention non plus de signer la charte des J. S. R. Quand ils auront élaboré leur programme, nous connaîtrons leurs véritables sentiments à l'égard du programme et des méthodes de lutte révolutionnaire qui sont adoptés par les partisans de la quatrième Internationale.

Ils cherchent à éviter l'opprobre qui frappe le « trotskisme » en général ; ils n'ont pas compris que le crime des trotskystes, c'est de défendre un programme révolutionnaire conséquent et dangereux ; c'est pourquoi ils sont calomniés, frappés et que la bourgeoisie et sa valetaille stalinienne et social-démocrate tente de les disperser et de les anéantir.

Que des jeunes socialistes fassent leur expérience, qu'ils tournent leurs regards vers le P. O. U. M. en Espagne, qui bien que reniant le trotskisme avec une énergie farouche, est quand même assés à eux et frappé comme eux par la bourgeoisie espagnole, qui trouve ses militants encore trop révolutionnaires.

Non, nous ne pensons pas que l'unité soit réalisable (s'il se détache des petits groupes de militants qui adhèrent aux J. S. R., ce n'est pas une fusion mais tout simplement une adhésion au programme de la 4^e Internationale).

L'unité ne pourrait se faire que sur un programme tardif et privé de sens politique. Proposer en ce moment cette unité, c'est tenter une manœuvre fallacieuse, ou coucou de fil blanc, peu impor-

te) pour faire évoluer des hésitants vers un programme révolutionnaire. Cette manœuvre peut-elle remplacer l'expérience des militants dans la lutte ? C'est peu probable.

La lutte doit donc se continuer inlassablement pour le Front unique des organisations révolutionnaires. Un Front unique sur des points précis, qui se forme peu à peu et qui se consolide par l'expérience de la lutte quotidienne, de la confrontation des idées qui caractérisent la jeunesse révolutionnaire.

Un Front unique, d'où ne doivent pas être éliminés tel ou tel groupe de militants, tel ou tel militant même isolé, s'ils ne sont pas en complet accord avec les méthodes de lutte d'une des organisations participantes.

Marchons séparément. Frappons ensemble !